



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/1993/47/Add.1
19 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1993
Genève, 28 juin-30 juillet 1993
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS DE COORDINATION : RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION

Rapport d'ensemble du Comité administratif
de coordination pour 1993

Additif

Résumé

Le présent rapport indique les activités que le Comité administratif de coordination a entreprises pour donner suite aux recommandations des organes intergouvernementaux (Assemblée générale, Conseil économique et social, Comité du programme et de la coordination), la position qu'il a adoptée face à l'évolution récente de la situation internationale et les décisions qu'il a prises en ce qui concerne les questions financières, administratives et de personnel.

* E/1993/100.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX (ASSEMBLEE GENERALE, CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION)	1 - 30	4
A. Conseil économique et social	1	4
B. Activités opérationnelles de développement . . .	2 - 23	4
C. Préparation de la vingt-septième série de réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination	24	8
D. Assistance aux pays les plus touchés par les sanctions contre l'Iraq, dans le contexte de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies . . .	25 - 30	9
II. MESURES PRISES PAR LE COMITE ADMINISTRATIF DE COORDINATION FACE A L'EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION INTERNATIONALE	31 - 46	10
A. Conséquences pour le système des Nations Unies du processus de transition en Europe centrale et orientale et dans les Etats de la Communauté d'Etats indépendants	31 - 39	10
B. Incidences interorganisations de la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	40 - 46	13
III. QUESTIONS FINANCIERES, ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL	47 - 65	15
A. Questions de personnel et questions administratives d'ordre général	47 - 55	15
B. Questions financières	56 - 65	16

Sigles

CAC	Comité administratif de coordination
CCQA (FB)	Comité consultatif pour les questions administratives (questions financières et budgétaires)
CCQA (PER)	Comité consultatif pour les questions administratives (questions de personnel et d'administration générale)
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CCQF (OPER)	Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles)
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
CPC	Comité du programme et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

I. SUITE DONNE AUX RECOMMANDATIONS DES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX
(ASSEMBLEE GENERALE, CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, COMITE DU
PROGRAMME ET DE LA COORDINATION)

A. Conseil économique et social

1. Le CAC se félicite des réunions à un haut niveau que le Conseil économique et social a consacrées à la coordination et aux activités opérationnelles, qui ont offert aux gouvernements et aux chefs de secrétariat des organes des Nations Unies la possibilité de dialoguer. Le CAC est prêt à travailler en étroite collaboration avec le Conseil en vue de donner davantage de cohésion et d'impact aux activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines apparentés. Il est convaincu que lorsque la réforme et la restructuration de l'ensemble intergouvernemental, qui touchent aussi le CAC et ses organes subsidiaires, seront achevées, le système des Nations Unies pourra mieux relever les nombreux défis auxquels la communauté internationale est confrontée dans un monde en évolution rapide.

B. Activités opérationnelles de développement

2. Le CAC a continué, avec l'aide du CCQF (OPER), de chercher à améliorer la cohésion générale et l'efficacité des activités opérationnelles de développement, en particulier la coordination sur le terrain, veillant en priorité à l'application intégrale des résolutions 44/211, 46/219 et 47/299 de l'Assemblée générale et des décisions connexes prises par les autres organes directeurs.

3. Les principales questions examinées et les mesures prises à leur sujet sont décrites ci-après.

1. Réforme et restructuration

4. Le CAC et le CCQF (OPER) ont passé en revue les différents problèmes que soulèvent la réforme et la restructuration en cours à l'ONU et ils ont examiné les incidences que cette refonte pouvait avoir sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies. Un séminaire de haut niveau consacré à cette question a été organisé sous l'égide du CCQF (OPER).

2. Examen triennal d'ensemble des orientations
des activités opérationnelles

5. Tout en tenant compte des circonstances particulières qui ont présidé à l'établissement de l'important rapport sur ce sujet, établi en application de la résolution 46/219 de l'Assemblée générale, le CCQF (OPER) aurait préféré, comme il l'a déjà dit, que les organismes des Nations Unies se concertent plus étroitement pour préparer ces rapports et a souhaité une pleine collaboration à l'avenir. Le Comité a également déclaré qu'il serait souhaitable que les organismes en question fassent en sorte que certains de leurs fonctionnaires participent à l'établissement des futurs rapports afin que ceux-ci reflètent dûment l'expérience acquise dans tout le système.

6. Le CCQF (OPER) a pris note des mesures adoptées ou prévues pour donner suite aux recommandations présentées à l'issue de l'examen triennal, et il a

examiné les incidences que d'autres recommandations pourraient avoir sur son futur programme de travail.

7. Le CCQF a examiné, en mars 1993, le schéma directeur demandé par l'Assemblée générale au paragraphe 53 de sa résolution 47/199 et qui doit programmer sur les trois prochaines années toutes les mesures prévues dans cette résolution. Il a été convenu que le CCQF réexaminerait une version révisée de ce schéma directeur au début de juin 1993, lors d'une réunion intersessions, avant qu'il ne soit soumis au Conseil économique et social.

3. Notes de stratégie nationale

8. L'Assemblée générale ayant demandé dans sa résolution 44/211 que l'on définisse les grands objectifs devant servir de cadre aux activités opérationnelles, le CAC avait établi, avec l'aide du CCQF (OPER), une série de principes et de méthodes de base devant guider l'élaboration de stratégies de pays valables pour tous les organismes des Nations Unies. Par la suite, l'Assemblée générale a entériné (résolution 47/199) le principe de la stratégie de pays commune. Le CCQF a donc réexaminé, à sa première session de 1993, le cadre qu'il avait précédemment adopté et a approuvé un texte sur la question que l'ONU distribuera aux coordonnateurs résidents.

4. Approche-programme

9. En application des résolutions 44/211 (par. 17) et 47/199 (par. 13 et 14) de l'Assemblée générale, le CAC s'est penché sur la question de l'approche-programme. Avec l'aide du CCQF (OPER), il a établi en 1992 les objectifs, les définitions et les principes directeurs sur lesquels se fonde une telle approche. La note d'orientation offre une perspective générale dans laquelle se situer pour élaborer des directives susceptibles de répondre aux besoins spécifiques des différentes organisations. Deux organismes s'en sont déjà inspirés pour tracer un cadre d'opérations.

10. En outre, et conformément aux paragraphes 13 et 14 de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale, le CCQF a de nouveau examiné, à sa première session de 1993, la question d'une interprétation commune de l'approche-programme. Ses travaux antérieurs et une analyse plus approfondie du problème lui ont permis d'élaborer un texte qui sera incorporé au rapport intérimaire que le Secrétaire général présentera au Conseil économique et social à sa session de fond de 1993.

5. Exécution nationale

11. Le CCQF (OPER), en application des paragraphes 22 et 23 de la résolution 47/199, s'est attaché à trouver une interprétation commune de l'exécution nationale. Il en a adopté une à sa première session de 1993, de même que des principes directeurs valables pour tous les organismes des Nations Unies. Selon l'interprétation retenue, ce sont les pays bénéficiaires qui devront surveiller l'orientation des programmes et des projets et il faudra, si l'on veut que les opérations soient mieux adaptées et aient davantage d'impact, renforcer les capacités, accroître l'autosuffisance, se préoccuper davantage de la durabilité et intégrer plus efficacement les apports extérieurs aux activités nationales de développement. Cette définition commune sera présentée en 1993 au Conseil économique et social dans le rapport du Secrétaire général.

6. Renforcement des capacités nationales

12. Le CCQF (OPER) a examiné un certain nombre de questions ayant trait au renforcement des capacités nationales. Il a reconnu que, même si certains problèmes de terminologie et certaines notions avaient été éclaircis, il fallait de toute évidence que les organismes des Nations Unies coordonnent davantage leurs conceptions lorsqu'ils abordent la question du renforcement des capacités nationales. Il a été convenu que les organisations établiraient à ce sujet une note succincte sur laquelle un groupe de travail pourrait s'appuyer pour définir une approche coordonnée. En outre, on lira dans des notes détaillées certains exemples de collaboration réussie dans des domaines tels que la programmation.

7. Nouveaux arrangements applicables aux dépenses d'appui

13. Le CCQF a examiné le rapport dans lequel le Groupe d'étude rendait compte des progrès réalisés et analysait les incidences que les directives pouvaient avoir sur les nouveaux arrangements. Il a conclu que le PNUD et les autres organismes devaient suivre en permanence ces travaux. Il a constaté que la situation actuelle risquait d'avoir des incidences non négligeables sur les dépenses d'appui des organismes relevant des anciennes dispositions. Le Comité a décidé que le Groupe d'étude devrait continuer de se pencher sur les problèmes en suspens et lui ferait rapport à ce sujet. Il a aussi décidé que les petites institutions à vocation technique seraient invitées à participer à la prochaine réunion du Groupe.

8. Décentralisation

14. Le CCQF a souligné que ses membres devaient continuer d'étudier la question de la décentralisation et d'essayer de mettre au point, comme c'était leur responsabilité collective, un ensemble de notions, de principes et d'approches valables pour tous les organismes des Nations Unies. Il a adopté un texte définissant des objectifs et des principes directeurs communs, qui devraient servir de cadre général à l'action que mèneront les organismes pour décentraliser les capacités et les pouvoirs autant que le demande l'Assemblée générale dans ses résolutions 44/211 et 46/219. Le Comité a estimé que chaque organisme devrait revoir les pouvoirs délégués à ses représentants sur le terrain afin que tous ces représentants aient autant que possible les mêmes pouvoirs, ce qui faciliterait la collaboration au sein des équipes en place dans chaque pays.

15. Le CCQF a pris acte du paragraphe 25 de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale et a noté en particulier que les recommandations qui avaient trait à la décentralisation et à la délégation de pouvoirs s'adressent en premier lieu aux organes directeurs. Le Comité a en outre noté qu'en 1992 le CCQF (OPER) avait adopté des objectifs et des principes directeurs concernant la décentralisation et qu'un groupe de travail s'occupait de la décentralisation sous l'égide de l'OMS et ferait rapport au Comité à sa prochaine session.

9. Collaboration sur le terrain

16. Le CCQF (OPER) a entrepris de mesurer l'impact et l'utilité des différentes directives qui ont été publiées en vue d'inciter les organismes des Nations Unies à mieux collaborer sur le terrain. Des exposés sur les

dispositions prises en ce sens dans quatre pays ont montré que la collaboration allait croissant, et ils ont apporté des renseignements utiles sur les formules de collaboration réussies susceptibles d'être reproduites dans d'autres pays. D'autres descriptifs de cette nature sont en cours d'élaboration.

10. Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

17. Dans le cadre de l'initiative qu'il a prise au profit des organismes membres - donner aux services centraux et sur le terrain des conseils pour la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés - le CAC, aidé par le CCQF (OPER), a étudié et approuvé des directives se rapportant aux incidences de ce programme, que l'ONU a transmises par la suite aux coordonnateurs résidents et au personnel sur le terrain.

18. En outre, le CAC a adopté la déclaration ci-après, qui avait été préparée par le CCQF :

"Le CAC estime que les organismes des Nations Unies peuvent faire beaucoup pour la cause des pays les moins avancés, en aidant tout à la fois ces pays à formuler et à mettre en pratique des politiques sectorielles et de développement bien conçues et valables sur le plan opérationnel, et à obtenir une aide accrue. Le CAC demande instamment aux organismes des Nations Unies de continuer tout au long des années 90 à participer activement à la mise en oeuvre du Programme d'action et d'apporter leur plein soutien aux efforts de développement des pays les moins avancés."

11. Simplification et harmonisation

19. Le CCQF (OPER) a poursuivi l'examen de cette question et réaffirmé la volonté de répondre aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires, et en tout premier lieu de les aider à alléger les tâches imposées à leur administration. Le CCQF (OPER) a noté qu'au paragraphe 10 de sa résolution 46/219, l'Assemblée générale avait souligné que les efforts d'harmonisation devaient être poursuivis en mettant davantage l'accent sur la responsabilité accrue.

20. A sa session de mars 1993, le CCQF a pris acte des premières mesures adoptées par l'ONU et par le Groupe consultatif mixte des politiques conformément aux paragraphes 33 et 34 de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale concernant l'établissement d'un manuel commun aux organismes des Nations Unies et pour simplifier et harmoniser les règles et procédures applicables aux activités opérationnelles. Un groupe de travail à composition non limitée relevant du Groupe consultatif mixte a été créé pour traiter ces deux questions et le CCQF prendra les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations qui auront été formulées par ce groupe.

12. Organisations n'ayant pas de représentant indépendant sur le terrain

21. Le CCQF (OPER) a examiné l'impact des mesures qu'il avait jugées de nature à garantir une utilisation optimale du savoir-faire et de l'expérience technique acquis par les organismes qui n'ont pas de représentant indépendant sur le terrain. Le CAC a approuvé les directives que le CCQF (OPER) avait élaborées en

vue d'orienter l'action au siège et sur le terrain (dans ce dernier cas l'action du coordonnateur résident) et qu'il jugeait importantes pour la plupart des organismes du système qui, dans leur grande majorité, n'ont pas de représentant indépendant dans tous les pays. L'ONU a donc transmis ces directives aux coordonnateurs résidents.

13. Aide aux réfugiés

22. Le CAC a approuvé des directives qui avaient été élaborées par le CCQF (OPER) pour orienter les activités d'aide aux réfugiés et renforcer la collaboration entre les organismes des Nations Unies. Ces directives ont été d'autant mieux accueillies qu'il y a de plus en plus de cas d'urgence humanitaire complexes qui entraînent des afflux de réfugiés et d'autres déplacements involontaires de population. Elles ont été communiquées aux organisations membres et aux coordonnateurs résidents.

14. Formation du personnel chargé des activités opérationnelles

23. Dans le cadre des mesures visant à renforcer la collaboration sur le terrain, le Comité a en outre organisé, à partir de 1991, une série d'ateliers pilotes sur le renforcement de la coordination sur le terrain, à l'intention des coordonnateurs résidents et des représentants d'organisations. Le rapport final d'évaluation des sept ateliers, qui se sont tenus en 1991 et 1992 et auxquels ont assisté 200 participants, confirme que le programme a été très apprécié et mérite donc d'être poursuivi. Un consultant de haut niveau a recensé et analysé les programmes actuels de formation destinés au personnel chargé des activités opérationnelles et a déterminé les besoins de formation qui pourraient être satisfaits au moyen d'un programme commun. Le Comité a fait siennes les recommandations du consultant au sujet d'un programme élargi qui consisterait en : a) une adaptation, dans chaque pays, du programme de formation actuellement utilisé à Turin, pour l'appliquer au personnel de l'ONU et au personnel national, en nombre à peu près égal, ainsi qu'aux autres partenaires du développement; et b) un programme interinstitutions de gestion de projets, conçu conformément aux principes des programmes actuellement appliqués par différentes organisations, y compris une structure de formation de formateurs au niveau national ou sous-régional, en utilisant au maximum les institutions existantes. Ces programmes seront mis au point par le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin, sous la direction du CCQF et de son Groupe consultatif sur les questions de formation. Il sera pleinement tenu compte des dispositions pertinentes de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale sur la formation du personnel chargé des activités opérationnelles, qui concordent avec le programme élargi approuvé par le Comité.

C. Préparation de la vingt-septième série de réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination

24. Le CAC se félicite que le CPC, à sa trente-deuxième session, ait choisi comme thème de discussion pour la vingt-septième série de réunions communes du CPC et du CAC : "Les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et leurs conséquences pour le système des Nations Unies". En outre, le CAC prend note avec satisfaction du fait que le CPC a retenu la proposition du Comité d'organisation de tenir la vingt-septième

série de réunions communes à l'automne, à la même période que la deuxième session ordinaire de 1992 du CAC. Il est d'avis, avec le CPC, qu'il importe de préparer soigneusement les réunions communes. Le CAC, avec l'aide du Comité interorganisations sur le développement durable, va élaborer un document de travail qui fera le point des problèmes dont il sera débattu lors des réunions communes.

D. Assistance aux pays les plus touchés par les sanctions contre l'Iraq, dans le contexte de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies

25. Conformément à la recommandation énoncée au paragraphe 161 du rapport du CPC sur la première partie de sa trente-deuxième session [A/47/16 (Partie I)], le Secrétaire général a adressé une lettre aux organes et organismes des Nations Unies, y compris les institutions financières internationales et les banques régionales de développement. Dans cette lettre, le Secrétaire général demandait à tous les organismes appartenant au système des Nations Unies de lui fournir des renseignements à jour sur les mesures prises et les progrès réalisés en 1991-1992 dans le domaine de l'assistance aux 21 pays qui ont invoqué l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, afin de remédier aux difficultés économiques particulières dues à l'application des dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

26. Le Secrétaire général a reçu au total 27 réponses à sa lettre. Ces réponses émanaient notamment des institutions spécialisées ci-après : OIT, FAO, UNESCO, OMS, Banque mondiale, FMI, FIDA, ONUDI et GATT. Des réponses ont également été reçues des sept programmes sectoriels concernés des Nations Unies, à savoir : PNUD, PNUE, FNUAP, UNRWA, CNUEH, HCR et PAM. Par ailleurs, des renseignements ont été communiqués par quatre commissions régionales - CEA, CEE, CEPALC, et CESAP - ainsi que par cinq banques régionales de développement - la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement.

27. D'une façon générale, les réponses reçues traduisent le souci qu'éprouvent tous les organes, institutions et organisations concernés du système des Nations Unies devant les problèmes économiques auxquels se heurtent les 21 pays qui ont invoqué l'Article 50 de la Charte des Nations Unies. Ces organismes ont par ailleurs pris note des recommandations formulées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990), ainsi que des demandes d'assistance formulées par la suite. Ainsi, la plupart des organismes, dans le cadre de leur mandat et programme de travail et dans la limite de leurs ressources, ont renforcé leur assistance aux pays visés. Outre les activités en cours au titre des programmes d'aide et de coopération technique en faveur de ces pays, nombre d'institutions spécialisées (OIT, FAO, Banque mondiale, FMI, UNESCO et OMS) et de programmes sectoriels (PNUD, PNUE, FNUAP, UNRWA et PAM) ont pris des mesures d'urgence et adopté des programmes spéciaux d'assistance, en vue d'atténuer à court terme les difficultés que rencontrent ces pays et de répondre à leurs besoins pressants. En ce qui concerne l'aide financière directe, la Banque mondiale et le FMI, ainsi que les banques régionales de développement ont joué un rôle de premier plan. Bien que, pour l'essentiel, l'action d'urgence ait pris fin, les activités en cours continuent de tenir compte des difficultés

économiques particulières de ces pays. En outre, plusieurs institutions, notamment la FAO, l'UNESCO, le FIDA et l'ONUDI, ont indiqué qu'elles étaient disposées, dans le cadre de leur mandat et dans la limite des ressources disponibles, à concevoir et exécuter de nouveaux projets d'assistance ayant pour objet d'atténuer les effets de la crise du Golfe et de remédier à ses conséquences à plus long terme.

28. Toutefois, en l'absence de mesures, dispositifs et procédures adéquats pour assurer l'application de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, il n'a pas toujours été possible d'évaluer de façon distincte le montant total de l'assistance dispensée à ce jour par chaque organisme pour compenser les pertes et dépenses effectivement subies par ces pays. Il n'a pas été possible non plus de calculer le montant global de l'assistance et d'évaluer l'efficacité de l'action collective du système des Nations Unies suite aux appels lancés en leur faveur en application des recommandations du Conseil de sécurité.

29. A cet égard, il convient de rappeler que dans son rapport intitulé "Agenda pour la paix" (A/47/277-S/24111), le Secrétaire général fait valoir que dans les cas où le rétablissement de la paix exige que des sanctions soient imposées en application de l'Article 41 de la Charte, il importe non seulement que les Etats se heurtant de ce fait à des difficultés économiques particulières aient le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés, comme prévu à l'Article 50, mais aussi qu'ils puissent véritablement compter que leurs difficultés seront prises en considération. Le Secrétaire général recommande à cet effet que le Conseil de sécurité mette au point une série de mesures, faisant intervenir les institutions financières et d'autres éléments du système des Nations Unies, en vue de mettre les Etats à l'abri de tels dommages. Il y a là, en effet, une question d'équité comme un moyen d'encourager les Etats à se conformer aux décisions du Conseil.

30. En application de cette recommandation, le Conseil de sécurité a adopté une Déclaration dont le Président du Conseil a donné lecture à sa 3154e séance (S/25036). Entre autres dispositions, les membres du Conseil se sont déclarés résolus à examiner la question plus avant et ont invité le Secrétaire général à consulter les chefs des institutions financières internationales, les autres éléments du système des Nations Unies et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et à soumettre le plus tôt possible un rapport au Conseil de sécurité. Le processus de consultations a donc été engagé et le Secrétaire général fera rapport au Conseil de sécurité sur cette question dans un avenir proche.

II. MESURES PRISES PAR LE COMITE ADMINISTRATIF DE COORDINATION FACE A L'EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION INTERNATIONALE

A. Conséquences pour le système des Nations Unies du processus de transition en Europe centrale et orientale et dans les Etats de la Communauté d'Etats indépendants

31. Ces dernières années, le CAC a suivi les conséquences de l'évolution des relations Est-Ouest et s'est demandé ce que pouvait faire le système des Nations Unies pour faciliter la transition. En 1991, le CAC a examiné les réformes

économiques en cours et a conclu qu'elles étaient sans doute prometteuses à long terme, mais qu'elles ne relanceraient pas la croissance économique à court ou à moyen terme. Il a donc décidé de réfléchir aux problèmes du court terme, et s'est notamment efforcé d'obtenir que des ressources suffisantes soient affectées à la satisfaction des besoins des pays en transition, sans que les obligations vis-à-vis des pays en développement soient mises en cause. Lors d'un débat spécial de haut niveau du Conseil économique et social relatif à l'incidence des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale, en juillet 1991, on a fait observer que les profondes transformations politiques, économiques et sociales qui se produisaient en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'Etats indépendants s'accompagneraient de tensions et de difficultés et on a fait valoir que le système des Nations avait à jouer un rôle essentiel pour remédier à cette situation.

32. La question a été l'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour du CAC en 1992, ce qui reflète l'importance que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les organismes du système attachent à une démarche cohérente et à leur présence dans la région. A la première session ordinaire de 1992 du CAC, un débat général a eu lieu sur les conséquences pour le système des Nations Unies de la transition en Europe centrale et orientale et dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants. Ces conséquences ont également été examinées par d'autres organes interinstitutions compétents, notamment le CCQF (OPER) et le Groupe consultatif mixte des politiques, et elles ont été évoquées dans le cadre de consultations bilatérales entre organisations concernées.

33. Le CAC a conclu que l'assistance aux Etats en transition représentait une tâche d'une ampleur considérable et qu'une action collective de l'ensemble du système des Nations Unies s'imposait. Il a insisté sur plusieurs principes fondamentaux, notamment le respect de l'intégrité territoriale des Etats, la défense des droits de l'homme et le respect des minorités. L'ONU devrait spécialement aider à renforcer les institutions démocratiques et les structures de l'économie de marché. A court terme, les organismes des Nations Unies devraient également offrir une assistance dans le domaine diplomatique afin d'aider à régler les conflits, ainsi que dans le domaine humanitaire, en adoptant notamment des mesures préventives en vue d'empêcher les déplacements de population ou de faciliter le retour des personnes déplacées. A tous les niveaux, les organismes et institutions des Nations Unies devraient se concerter afin d'éviter les doubles emplois. Ils devraient également travailler en coopération avec les gouvernements des pays concernés, la communauté des donateurs et les organisations non gouvernementales afin de mettre en place un cadre d'action cohérent. On a souligné qu'il était important d'établir une coordination efficace et de mettre en place un système d'échange d'informations, à la fois au sein du système des Nations Unies et entre les organismes du système et l'extérieur, afin d'utiliser au mieux des ressources qui sont limitées. Les chefs de secrétariat ont déclaré que, sous réserve de disposer de ressources suffisantes, le système devrait être prêt, dans une proportion croissante, à faire bénéficier de son expérience les pays en transition d'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'Etats indépendants et d'Asie.

34. Le CAC s'est particulièrement soucié de la place qu'occupe le système des Nations Unies dans l'effort global d'aide. Les principales préoccupations qui se sont exprimées sont les suivantes : nécessité de coordonner l'aide des

Nations Unies et l'aide bilatérale; incidence de l'aide que reçoivent les pays en transition sur les autres programmes exécutés par les organismes des Nations Unies; besoins des pays en développement qui recevaient une aide de l'ex-Union soviétique: nécessité pour le système des Nations Unies de drainer puis d'acheminer une part plus importante des ressources bilatérales affectées aux pays en transition. Un consensus s'est établi sur le fait que l'aide offerte à ces pays ne devrait avoir aucune incidence sur les programmes mondiaux et ne devrait pas non plus limiter le potentiel du système des Nations Unies au titre de l'aide aux pays en développement.

35. Lors des conférences de coordination de l'aide aux Etats nouvellement indépendants, qui se sont tenues respectivement les 24 et 25 janvier à Washington, D. C., les 23 et 24 mai à Lisbonne et les 29 et 30 octobre 1992 à Tokyo, la position défendue par les organismes des Nations Unies était fondée sur ces considérations. A la première conférence, le système des Nations Unies a été représenté par une délégation commune dirigée par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale de l'époque. Aux conférences suivantes, le système des Nations Unies a également dépêché une équipe unie, dirigée par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Dans le cadre des activités préparatoires et du suivi de ces conférences, une approche coordonnée de l'effort global d'assistance déployé par le système des Nations Unies a été mise au point.

36. Les problèmes rencontrés au cours de cette période de transition sont certes différents pour chacun des Etats nouvellement indépendants. Toutefois, la force du système des Nations Unies réside dans sa démarche globale, à savoir la prise en compte de l'ensemble des aspects politiques, socio-économiques, écologiques et humanitaires d'une situation donnée. Les missions communes interorganisations qui se sont rendues dans certains des pays de la région en vue d'évaluer leurs besoins d'aide humanitaire et d'aide au développement à plus long terme ont souligné la nécessité à la fois de mettre au point un programme soigneusement coordonné à l'échelle du système et d'éviter de mettre à trop rude épreuve la capacité d'absorption des pays en question.

37. Le système des Nations Unies est non seulement en mesure d'apporter une assistance technique variée, impartiale et économique, mais offre également un cadre dans lequel les partenaires multilatéraux et bilatéraux peuvent travailler, faisant porter leurs efforts sur la satisfaction des besoins de chaque pays tout en se préoccupant des problèmes qui se posent aux niveaux régional et sous-régional. Il offre aussi une tribune neutre où peut s'engager, entre les dirigeants des pays nouvellement indépendants et ceux d'autres régions, un dialogue sur les problèmes que soulève la transition.

38. Une équipe spéciale interinstitutions sur les nouveaux Etats indépendants a été créée au siège de l'ONU au début de 1992. Ce dispositif a, d'une part, joué le rôle de centre d'informations sur les activités des organismes des Nations Unies dans les Etats nouvellement indépendants et, d'autre part, organisé la participation de la délégation représentant le système des Nations Unies aux conférences de coordination. Il a également publié un bulletin d'information sur les Etats nouvellement indépendants, afin de tenir les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres organismes au fait des activités menées par les organismes des Nations Unies dans les pays nouvellement indépendants.

39. Le CAC se félicite de la création par le Secrétaire général de bureaux communs de l'Organisation des Nations Unies en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Géorgie, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en Ukraine. Ces bureaux sont mis à la disposition des institutions spécialisées qui souhaitent utiliser leurs services administratifs.

B. Incidences interorganisations de la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

40. Les pays participant à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont appelé les pays, à quelque stade de développement qu'ils se trouvent, à établir un nouveau partenariat pour le développement, reposant sur le principe de l'égalité souveraine et de la reconnaissance des intérêts communs et des coresponsabilités. Il a été souligné qu'il fallait renforcer la coopération multilatérale pour que les grands engagements pris en matière de commerce et de développement se traduisent en une croissance soutenue de l'économie mondiale et en une relance du développement dans le monde en développement. La CNUCED, dont la mission essentielle en matière de développement englobe les rapports réciproques entre des aspects très divers du commerce et du développement, pourrait jouer un rôle constructif dans la recherche et l'instauration d'un consensus international sur ces questions. Mais son action ne peut être qu'un élément d'un travail de coopération plus vaste exigeant que le système des Nations Unies tout entier oeuvre à la réalisation des grands objectifs convenus par la communauté internationale.

41. A sa première session ordinaire de 1992, le CAC a examiné le rôle du système des Nations Unies en la matière. Le Secrétaire général de la CNUCED a exprimé sa profonde reconnaissance à toutes les organisations du système des Nations Unies pour l'aide précieuse qu'elles avaient apportée aux préparatifs de la huitième session de la Conférence. Cette session avait marqué un tournant de l'histoire de la CNUCED puisqu'on y avait dégagé et affiné une approche commune de plusieurs grands thèmes appelés à dominer la scène économique internationale dans les années 90. L'accord s'y était fait sur une réorientation générale de l'activité essentielle de la CNUCED et une restructuration radicale de ses rouages intergouvernementaux. La Conférence était apparue comme l'instance du système des Nations Unies où aborder de manière intégrée le développement et les aspects apparentés du commerce, des finances, de l'investissement, des services et de la technologie. Les mandats de la Conférence avaient été réaffirmés, et on avait estimé qu'elle devrait s'acquitter de ses fonctions de manière dynamique et progressive, en commençant par cerner les problèmes à traiter pour ensuite leur consacrer un travail d'analyse de haute qualité et un examen approfondi et, enfin, par le jeu de l'interaction intergouvernementale, dégager des convergences et trouver un consensus. Ce processus aboutirait, le cas échéant, à des négociations dans un certain nombre de domaines, débouchant sur des décisions applicables. La Conférence avait souligné que si la CNUCED devait mener le débat, faire des recommandations et jouer un rôle politique moteur dans les domaines relevant de sa compétence, il n'en fallait pas moins respecter scrupuleusement la compétence d'autres institutions s'agissant de questions précises. Le rôle de la CNUCED était donc de constituer un consensus politique, qui se traduirait ensuite en décisions ou principes d'action pour elle-même ou d'autres organismes du système des Nations Unies, conformément aux dispositions statutaires de chacun.

42. Compte tenu des décisions adoptées par la Conférence à sa huitième session, le programme de travail du Conseil du commerce et du développement avait été entièrement réorienté selon quatre grands axes :

- a) Partenariat international pour le développement;
- b) Interdépendance mondiale;
- c) Voies du développement;
- d) Développement durable.

Les organes subsidiaires existants ont été remplacés par de nouvelles commissions permanentes - Commissions permanentes des produits de base, de l'atténuation de la pauvreté, de la coopération économique entre pays en développement, du développement des secteurs de services - et par des groupes de travail spéciaux - Groupes de travail spéciaux sur les investissements et les apports financiers, sur l'efficacité commerciale, sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement, sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie.

43. Au cours de l'année 1992, le Conseil du commerce et du développement a adopté le mandat de tous les nouveaux organes subsidiaires. Ces derniers se sont tous réunis et ont adopté leur programme de travail.

44. Le CAC s'est félicité que le secrétariat de la CNUCED soit disposé à collaborer activement avec toutes les organisations intéressées pour qu'un accord se dégage sur les concepts et, le cas échéant, la démarcation des attributions, la définition de directives opérationnelles et autres modalités de coordination se rapportant aux activités de la Conférence qui sont reliées aux programmes desdites organisations. Il a noté que le secrétariat de la CNUCED comptait tirer pleinement parti des dispositions existantes pour consulter les autres organisations avant que les organes intergouvernementaux de la Conférence prennent des décisions susceptibles de toucher celles-ci de près. Les consultations se poursuivraient en outre sur les projets de programme de travail et de plans à moyen terme.

45. Répondant aux préoccupations exprimées sur les termes de l'échange des produits de base, le secrétariat de la CNUCED a indiqué qu'il était extrêmement conscient des problèmes aigus qui se posaient dans ce domaine, de la nécessité d'améliorer les termes de l'échange de ces produits et de celle, fondamentale, de mettre fin à la baisse de leurs prix, d'inverser la tendance et de renforcer les filets de sécurité en place. La nouvelle Commission permanente des produits de base devait notamment, aux termes de son mandat, contribuer à améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base en réduisant les distorsions préjudiciables à l'offre et à la demande, à favoriser une rentabilité et une productivité accrues, et, partant, une plus grande compétitivité, à réduire progressivement la dépendance excessive à l'égard des exportations de produits primaires grâce à une diversification horizontale et verticale de la production et des exportations, ainsi qu'au remplacement des cultures, à éliminer progressivement les obstacles au commerce des produits de base, et à accroître la transparence du marché.

46. En outre, conformément à son mandat, la Commission permanente des produits de base a entamé des pourparlers sur une conférence mondiale sur les produits de base, dont la CNUCED avait demandé la convocation à sa huitième session. Les consultations se poursuivront sur la tenue éventuelle d'une telle conférence.

III. QUESTIONS FINANCIERES, ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL

A. Questions de personnel et questions administratives d'ordre général

47. S'agissant de la gestion du personnel dans les organisations appliquant le régime commun, 1992 a été une année marquante; en décembre, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 47/216, dans laquelle elle notait que le niveau de rémunération des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur dans les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies n'était pas concurrentiel, et invitait la Commission de la fonction publique internationale à étudier l'application du principe Noblemaire "en vue d'assurer la compétitivité du régime commun des Nations Unies".

48. L'Assemblée réagissait ainsi dans une large mesure à des demandes répétées du CAC tendant à ce que la rémunération des fonctionnaires des Nations Unies soit de nouveau fixée à un niveau susceptible d'attirer et de retenir des personnes possédant les plus hautes qualités. Dans la déclaration qu'il a faite en octobre à l'Assemblée, le CAC avait une fois encore souligné qu'il était indispensable que les conditions d'emploi du personnel relevant du régime commun des Nations Unies soient concurrentielles.

49. A la demande du CAC, le CCQA (PER) a établi en 1992 une série de rapports sur la question, notamment une étude des systèmes et niveaux de rémunération dans d'autres organisations internationales, telles que la Communauté européenne, les organisations coordonnées et le groupe de la Banque mondiale, et une analyse des incidences de la loi sur la comparabilité de la rémunération des fonctionnaires (Federal Employees Pay Comparability Act) des Etats-Unis, qui devrait avoir à partir de 1994 des effets notables sur les traitements de la fonction publique de référence.

50. Le CCQA se penchera de nouveau sur ces problèmes en 1993 et les années suivantes, afin de veiller à ce que les niveaux de rémunération des Nations Unies soient de nouveau concurrentiels.

51. Plusieurs autres propositions avancées par le CAC (avec l'aide du CCQA, de concert avec la CFPI) ont été approuvées en 1992 par l'Assemblée générale, notamment l'augmentation de l'indemnité pour frais d'études dans la zone dollar des Etats-Unis et quatre autres pays et zones monétaires, et l'augmentation de 6,9 % du barème des traitements de base minima.

52. L'Assemblée n'a pas donné une suite aussi favorable à une autre question soulevée en 1992, mais qui lui sera de nouveau soumise en 1993, celle de la structure du barème des traitements. Les propositions du CAC en la matière, à savoir une augmentation respectivement de 3 et de 5 % aux niveaux D-1 et D-2, et de 7 et 11 % de la rémunération des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux, n'ont soit pas recueilli l'adhésion de la CFPI, soit pas encore été examinées par l'Assemblée générale. Elles seront étudiées de

/...

nouveau par le CCQA à l'occasion de l'établissement d'un cadre structurel plus approprié pour fixer la rémunération des fonctionnaires des Nations Unies, et de la mise au point d'un mécanisme adéquat pour récompenser le mérite.

53. En 1992, le CCQA a également étudié plusieurs formules nouvelles concernant les conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, dont la plupart sont utilisées dans la fonction publique de référence (barèmes professionnels spéciaux; primes de recrutement, de réinstallation et d'ancienneté; niveau de rémunération supérieur au minimum dans la classe de début). Certaines questions seront étudiées plus avant par la CFPI en 1993. Il est probable que d'autres initiatives seront présentées au CCQA dans le but de doter les organisations de meilleurs moyens de valoriser et gérer leurs ressources humaines.

54. Les questions se rapportant à la gestion du personnel domineront l'examen de plusieurs études établies par le CCQA et ses sous-comités qui seront, le cas échéant, transmises au CAC pour approbation. Elles porteront notamment sur les grands principes à appliquer en matière de harcèlement sexuel; la formation à l'évaluation du comportement professionnel; les questions touchant à la fois la vie professionnelle et la vie familiale (emploi du conjoint par exemple); le perfectionnement des capacités de gestion, notamment par l'utilisation de méthodes d'évaluation de la gestion permettant d'identifier des compétences potentielles dans ce domaine.

55. Comme par le passé, les questions générales de sécurité et les conditions de travail particulièrement difficiles, notamment celles qui entraînent des risques extrêmes pour la santé et la sécurité du personnel, feront partie du programme de travail du CCQA.

B. Questions financières

1. Situation financière des organismes des Nations Unies

56. La situation financière des organismes du système a continué à préoccuper sérieusement le CAC en 1992. Bien que le règlement financier des organisations dont le budget ordinaire est financé par des contributions prévoit généralement que lesdites contributions sont dues et exigibles au 1er janvier de l'année à laquelle elles se rapportent, les statistiques réunies sous les auspices du CAC montrent que quelque 715 millions de dollars, soit près de 27 % du montant total des contributions mises en recouvrement (2 milliards 650 millions de dollars dus au titre de l'année 1992), demeuraient impayés à la fin de l'année. Le montant cumulatif des arriérés des années précédentes atteignait à la même date plus de 406 millions de dollars, soit plus de 15 % des quotes-parts de 1992. Les 29 Etats Membres versant les contributions les plus élevées en vertu du barème actuel des quotes-parts devaient plus de 624 millions de dollars au titre de 1992 et le montant cumulatif de leurs arriérés pour les années précédentes s'élevait à plus de 274 millions de dollars. Ces deux montants représentaient respectivement 26 et 11 % environ du montant total des contributions aux budgets ordinaires - environ 2 milliards 417 millions de dollars dus pour 1992 par les Etats Membres versant les contributions les plus élevées.

57. Cette situation s'est trouvée encore aggravée, dans le cas de l'ONU, par le non-versement de montants importants n'entrant pas dans le budget ordinaire et

dus au titre des activités de maintien de la paix et, dans celui de la majorité des organismes concernés, par les incertitudes entourant le paiement des contributions de plusieurs pays d'Europe orientale, notamment de certains Etats Membres de cette région qui versent des contributions élevées. Plusieurs organismes ont de ce fait été contraints d'adopter une fois de plus des mesures d'austérité spéciales, au détriment des programmes de fond et des infrastructures d'appui.

58. Durant l'année, le CAC a continué à examiner la situation et les perspectives financières des organismes du système dans le cadre des réunions du CCQA (FB) qui ont permis aux responsables financiers de débattre de préoccupations communes et de s'informer des mesures prises ou envisagées dans les différents organismes.

59. Le CAC a examiné par ailleurs le fonctionnement des systèmes d'incitation et de pénalisation utilisés pour obtenir le prompt règlement des contributions. Il a constaté que les deux systèmes d'astreinte existants, qui consistent à demander des intérêts en cas de règlement tardif, restaient très efficaces. En revanche, les systèmes d'incitation, qui prévoient généralement un abattement sous une forme ou sous une autre, sur les contributions acquittées promptement, demeuraient d'une efficacité douteuse ou difficile à établir, sauf dans un cas, où les sommes à répartir ainsi étaient relativement importantes. Il était prévu de poursuivre le débat sur ces questions et sur la situation et les perspectives financières générales des organisations.

2. Normes comptables

60. A la suite de consultations menées par le CCQA (FB) avec le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'ONU, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, et en réponse à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale dans sa décision 46/445 du 20 décembre 1991, le CAC a entamé à la fin de 1991 des travaux sur l'élaboration de normes comptables communes applicables à tous les organismes du système. Comme l'a précisé le Secrétaire général dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (A/47/443), l'objectif du CAC était que ces travaux débouchent sur des progrès sensibles avant ladite session et sur la mise au point d'un ensemble complet de normes comptables pour la quarante-huitième session, après quoi ces normes seraient périodiquement revues et mises à jour selon un mécanisme analogue à celui utilisé pour leur conception.

61. Durant l'année 1992, le travail d'élaboration des normes s'est poursuivi selon le calendrier prévu, des spécialistes de la comptabilité de toutes les organisations du système se réunissant sous les auspices et la supervision du CCQA (FB). A la fin de l'année, le projet de normes était suffisamment avancé pour être transmis pour observations au Groupe de vérificateurs externes des comptes, et on prévoyait qu'un texte définitif pourrait être mis au point dans les délais fixés, ou même avant. Ces normes communes pourraient alors être prises en compte, comme l'Assemblée l'avait demandé dans sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, lors de l'établissement des états financiers pour l'exercice qui prendra fin le 31 décembre 1993.

62. Le projet commun s'inspire pour l'essentiel des normes arrêtées par le Comité international de la normalisation de la comptabilité, mais elles tiennent

compte aussi de normes élaborées par les organismes professionnels spécialisés dans le secteur public et de procédures instituées par les organismes des Nations Unies pour répondre à leurs besoins spécifiques. Le CAC et le Groupe de vérificateurs externes sont convenus que les normes communes ne devaient pas simplement refléter les méthodes en vigueur : dans toute la mesure du possible, elles devaient préconiser l'emploi des méthodes jugées les plus appropriées. Les méthodes comptables utilisées par les organismes des Nations Unies devraient aussi être mises en conformité avec elles, ce qui amènerait probablement ces organismes à modifier leurs politiques et règlements financiers.

3. Rapports statistiques

63. En accord avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le CAC s'est chargé, en 1991, de collecter, regrouper, et présenter les données statistiques précédemment incluses dans les rapports annuels soumis par le Comité consultatif à l'Assemblée générale sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique. La nouvelle série de rapports du CAC devrait fournir pour l'essentiel les mêmes données que les tableaux statistiques précédemment présentés par le Comité consultatif et contenir, pour l'ensemble du système, des informations sur les budgets ordinaires et les quotes-parts, les fonds de roulement, les dépenses et les contributions volontaires acquittées, et les ressources en personnel.

64. L'Assemblée générale ayant adopté, dans sa résolution 46/220 du 20 décembre 1991, un cycle biennal pour le programme de travail de la Cinquième Commission, le premier et le deuxième des nouveaux rapports statistiques du CAC lui ont été présentés pour examen à sa quarante-septième session. Dans sa décision 47/449 du 22 décembre 1992, l'Assemblée générale a demandé que le prochain rapport statistique lui soit présenté à sa quarante-neuvième session, puis tous les deux ans, et qu'aux données contenues dans ce rapport soient ajoutées des informations sur les contributions, mises en recouvrement et volontaires, versées par les Etats Membres et les Etats non membres. Le CAC compte examiner en 1993, par l'intermédiaire du CCQA (FB), les moyens d'ajouter lesdites informations à ces rapports et d'y apporter d'autres améliorations.

4. Autres questions financières

65. Au cours des travaux qu'il a consacrés aux questions budgétaires, financières et connexes en 1992, le CAC a également, entre autres mesures :

a) Approuvé les accords conclus par les organisations dont le siège ou les bureaux principaux sont à Genève sur les taux de change et d'inflation à utiliser pour les projets de budget portant sur 1994 et 1995. Ces accords devaient, et servir de base pour élaborer une méthode commune d'établissement des prévisions de dépenses en Suisse, et, plus généralement, fournir un point de référence pour l'établissement des coûts dans les projets de budget des organisations;

b) Entamé, d'abord par l'intermédiaire de l'ONU, des consultations en vue de parvenir à un accord avec la Commission des Communautés européennes sur les conditions financières et administratives applicables aux activités humanitaires et opérationnelles financées par les Communautés et exécutées par des organismes

du système. On espérait que la mise au point de dispositions mutuellement satisfaisantes permettrait d'accroître substantiellement le volume de ces activités à l'avenir;

c) Pris des dispositions pour continuer l'étude indépendante des dépenses d'appui des organisations exécutant les principaux programmes financés par le PNUD. Ces études, entreprises à l'occasion de la mise en place par le PNUD du nouveau système de remboursement des dépenses d'appui, devraient livrer régulièrement des données d'un type nouveau par rapport à celles dont on disposait précédemment et fournir des éléments méthodologiques susceptibles d'être utilisés à des fins de gestion dans d'autres organisations ainsi que pour des activités sur le terrain financées par d'autres sources;

d) Poursuivi les consultations confidentielles interorganisations sur les moyens de repérer et de prévenir les manoeuvres frauduleuses;

e) Réuni et étudié des données détaillées sur le coût des régimes d'assurance maladie des organisations, ce qui permettra par la suite d'adopter éventuellement les mesures de gestion voulues pour juguler ces coûts;

f) Approuvé dans son principe, en consultation avec l'Organisation internationale de normalisation, l'élaboration de codes communs pour les pays et les monnaies, qui seraient utilisés dans les opérations financières et administratives des organismes du système, notamment pour les achats coopératifs et communs.
